

Krishna B. Bhattachan

Évènements en 2020

2020 s'est avérée être une année inoubliable pour les peuples autochtones du Népal. Le gouvernement était non seulement déliquéscent, mais aussi très répressif. Les peuples autochtones ont été confrontés à l'insécurité et aux difficultés dans leur vie quotidienne, le gouvernement profitant indûment d'une série de confinements, en raison de la pandémie de COVID-19, pour violer les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

Activités liées aux parcs nationaux

Les violations des droits de la personne des peuples autochtones se poursuivent sans relâche dans les parcs nationaux et les aires protégées. Les nouvelles de ces violations ont fait la une des journaux nationaux et ont attiré l'attention de la communauté internationale. Pendant la haute saison de la mousson, par exemple, les autorités du parc national de Chitwan ont tenté d'expulser par la force 10 familles Chepang d'une zone tampon dans le centre-sud du Népal, en incendiant deux maisons et en détruisant huit autres avec des éléphants.⁴

Dans un communiqué, Amnesty International a déclaré :

« Les autorités doivent mettre fin aux expulsions impitoyables de peuples autochtones », et « Forcer quiconque à quitter son foyer est un acte de cruauté. Le faire en utilisant des incendies criminels et en faisant charger des éléphants, en risquant des vies et en détruisant les quelques biens d'une communauté déjà marginalisée, est inadmissible et constitue une violation des droits de l'homme. »⁵

Lors d'un autre incident, le 16 juillet, six jeunes Chepang qui étaient allés chercher des *ghongi* (escargots d'eau boueuse) dans une rivière à l'intérieur du parc national de Chitwan, ont été arrêtés par une patrouille de l'armée népalaise à l'intérieur du parc. Ils ont été libérés le même jour, mais l'un d'eux est mort des suites de ce que l'on croyait être des blessures infligées par le personnel de l'armée, après avoir été arrêté.⁶ Le père de la victime a déposé une plainte auprès du bureau de police de district, affirmant que son fils avait été torturé par la patrouille de l'armée, ce qui a entraîné sa mort.⁷ L'armée népalaise a publié un communiqué de presse concernant une enquête interne sur cette affaire.⁸

En février 2020, une mission d'enquête a été menée par l'Association des avocats pour les droits de l'homme des peuples autochtones népalais (LAHURNIP) et la Fédération nationale des femmes autochtones (NIWF) en réponse aux allégations de droits humains liées au WWF, comme l'a révélé le Katmandou Post en 2019.⁹ Un rapport a été préparé et soumis à un groupe d'experts indépendants que le WWF avait mis sur pied pour mener un examen indépendant des allégations.¹⁰ Le rapport a révélé un certain nombre de violations des droits de l'homme, commises par les autorités du Parc national et le personnel de l'armée, notamment des meurtres, des abus sexuels, des détentions

arbitraires, des actes de torture, du harcèlement, des violences verbales et physiques et du racisme.¹¹

Dans un autre cas, les peuples autochtones du Haut-Dolpo, qui pratiquent de façon coutumière le commerce à longue distance entre le Tibet et les basses terres du Népal, sont confrontés à d'autres types de difficultés en raison de leurs sentiers situés à l'intérieur du parc national de Shye-Foksundo. Les sentiers sont en mauvais état, ce qui rend leur voyage périlleux pendant la période de migration saisonnière. Les municipalités du village ont donné la priorité à la construction de sentiers, mais le président du quartier de Shye-Foksundo-8 a déclaré que le parc national de Shye-Foksundo était devenu un obstacle à ses travaux de construction et que leurs travaux d'aménagement étaient au point mort parce que les responsables du parc n'avaient pas donné l'autorisation pour les travaux.¹²

Accaparement des terres

Le gouvernement a continué d'intensifier l'accaparement des terres autochtones dans diverses régions du pays. Il a décidé de former une *Commission de résolution des problèmes fonciers* (LIRC) et a publié une ordonnance¹³ qui est entrée en vigueur le 16 avril 2020. L'objectif principal de cette commission est de distribuer des terres aux groupes de population sans terre, y compris les Dalits, les squatters et les colons informels.¹⁴ Il est fort probable que les terres des peuples autochtones seront occupées par des colons non autochtones sans terre.

La législation comprend :

- a) la loi sur l'utilisation des sols,
- b) la procédure de travail pour la collecte de données au niveau local sur les Dalits sans terre, les squatters sans terre et les établissements non pris en compte par le système 2020
- c) L'identification et la vérification des Dalits sans terre, des squatters sans terre et des colons non pris en compte par le système, 2020.¹⁵

Ces questions ont toutes été rédigées sans la participation et la représentation des peuples autochtones et sans leur consentement libre, préalable et éclairé.

La manifestation des Autochtones Newa à Khokana, Lalitpur, contre un tel accaparement des terres par le gouvernement a entraîné un affrontement entre eux et la police.¹⁶ « *La police dit que quatre membres du personnel ont été blessés; les habitants disent que plus d'une douzaine ont été blessés dans l'incident* » et « *Les résidents locaux ont dit qu'ils ne sont pas contre le développement, mais que le déracinement d'une communauté de son établissement, n'est pas acceptable* ». ¹⁷ La police a tiré des gaz lacrymogènes, mais cela n'a pas assombri le moral des manifestants.

Des représentants de l'UNESCO et de l'OIT ont effectué une visite sur le terrain dans les sites historiques de Khokana et de Bungmati pour déterminer si les projets gouvernementaux détruisaient le patrimoine culturel des Newa. Ils ont également interagi avec les membres de la communauté autochtone.¹⁸ Le gouvernement a en outre

démoli des maisons dans la région de Balaju pour l'expansion de la route et les Newa « protestent contre la démolition de maisons sans aucun fondement ni information ».19

Le mécanisme indépendant de traitement des plaintes du Groupe d'inspection de la Banque mondiale a également enregistré une demande d'inspection des communautés autochtones newa touchées, relativement à la construction d'un port sec à Chobhar, à Katmandou, pour non-conformité aux *politiques d'évaluation environnementale* de la Banque.20

Une société privée influente est en train de mettre en place le téléphérique *Patibhara Darshan Private Limited* à Mukumlung, connu sous le nom de « Patibhara », dans le district de Taplejung, afin de transformer le site sacré autochtone en une plaque tournante touristique en construisant un téléphérique sans obtenir le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones. Les représentants des clans Yakthung (« Limbu ») et la LAHURNIP ont conjointement déposé une plainte auprès de la *Commission nationale des droits de l'homme*, demandant que son nom original de Mukumlug soit conservé et exhortant la CNDH à faire pression sur le gouvernement et l'entreprise pour qu'ils cessent la destruction de leurs sites sacrés.21

Les communautés autochtones Majhi protestent contre le projet hydroélectrique de Dudhkoshi à Rabhunwaghat, et le projet de dérivation marine de Sunkoshi à Ramechap. Ils ont supplié le gouvernement de les laisser rester sur les berges, mais si le projet hydroélectrique est mis en œuvre, ils seront expulsés et perdront leurs terres, leurs moyens de subsistance et leur culture.22

Les Autochtones Magar protestent également contre le projet hydroélectrique de Tanahu à Tanahau, pour les mêmes raisons.

Femmes autochtones

La *Fédération nationale des femmes autochtones* (NIWF) a présenté un document de position sur les droits fonciers des femmes autochtones en 2020. Sur les 29 postes, le poste 1 indiquait ce qui suit :

«Que personne ne viole, n'interfère, ne nie, n'abuse, ne respecte pas ou n'ignore les droits humains collectifs des femmes autochtones relatifs aux terres, territoires et ressources, car ils sont nos droits et libertés inaliénables, indivisibles, naturels, inhérents, universels et fondamentaux.» 23

Une série de dialogues régionaux et nationaux avec des décideurs politiques, des dirigeants politiques et d'autres parties prenantes, ont été organisés par les organisations de femmes autochtones au Népal, pour discuter de la mise en œuvre significative des recommandations de la CEDAW du 14 novembre 2018, qui comprennent la modification de la Constitution, pour reconnaître explicitement les droits des femmes autochtones, en particulier leur droit à l'autodétermination, conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Changement climatique

Le gouvernement a adopté un règlement sur *la protection de l'environnement* le 7 octobre 2020, sans consulter ni obtenir le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones.²⁴ Le Ministère des forêts et de l'environnement a demandé que des experts s'inscrivent à son fichier d'experts de l'environnement. Les qualifications énoncées n'incluent pas l'expertise des peuples autochtones en matière de connaissances, de compétences, de technologies et de pratiques coutumières, et les peuples autochtones ne sont donc pas considérés comme des experts environnementaux par le gouvernement – bien qu'ils soient les gardiens d'une grande partie de la biodiversité restante du Népal.²⁵

Pandémie de COVID-19

Après la confirmation du premier cas de COVID-19 au Népal le 23 janvier, le gouvernement a imposé un confinement national le 24 mars et l'a levé le 21 juillet.^{26, 27} Au 31 décembre, le nombre total de cas confirmés était de 260 593, avec 252 359 guérisons et 1 856 décès.²⁸ Le confinement a rendu la vie des autochtones et des Dalits pauvres et travailleurs plus difficile, en raison des pertes d'emplois, de l'insécurité alimentaire, de la discrimination raciale et fondée sur le sexe, de la violence familiale, de la violence contre les peuples autochtones et des décès dus à la faim et au suicide. Le gouvernement a en outre profité indûment du confinement pour intensifier la répression et s'emparer des terres des peuples autochtones.^{29 et 30}

Dissolution de la Chambre et perspectives générales pour l'année à venir

Le 20 décembre, le Président a dissous la Chambre et déclaré la tenue d'élections pour le 30 avril et le 10 mai 2021. La Cour suprême du Népal doit se prononcer sur la constitutionnalité de cette décision.³¹ Après l'effondrement du gouvernement élu au cours de trois des cinq derniers mandats, la situation politique du Népal est devenue très fluide. Si la Cour suprême devait déclarer que la dissolution de la Chambre était inconstitutionnelle et demander son rétablissement, le parlement existant serait sous le contrôle total du parti et des dirigeants suprémacistes raciaux Khas Arya. Cela signifie que les droits des peuples autochtones continueraient d'être violés par le gouvernement et les entreprises privées. Si la Cour justifie la décision du premier ministre, les peuples autochtones ne sont toujours représentés que par les principaux partis politiques, qui vont à l'encontre des droits collectifs des peuples autochtones.

Pour que les peuples autochtones soient directement représentés par l'intermédiaire de leurs propres organisations représentatives, choisies dans le cadre de leurs propres processus, une modification de la loi électorale serait nécessaire (ce qui est tout à fait impensable). Il est également possible que le premier ministre impose une règle d'urgence pendant au moins un an et, dans l'affirmative, la répression contre les peuples autochtones se poursuivrait. Quelle que soit la voie politique, il semble que les violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales, l'accaparement des terres ancestrales des peuples autochtones, les expulsions forcées, la marginalisation des systèmes d'autonomie coutumière et le génocide culturel seront encore intensifiés.

L'infiltration et la cooptation des peuples autochtones par les principaux partis politiques affaibliront davantage la résistance du mouvement des peuples autochtones.

La Convention no 169 de l'OIT et la DNUDPA se limiteront à la théorie, mais pas à la pratique. L'année 2021 et au-delà restera un défi important pour les peuples autochtones en termes de jouissance de leurs droits de la personne. Les peuples autochtones ont commencé à intensifier leur mouvement de résistance, ascendant au niveau communautaire, mais un soutien international est plus que jamais nécessaire pour mettre fin aux violations, au déni, à l'ingérence, aux abus, au non-respect et au mépris des droits de l'homme et des libertés inaliénables, indissociables, naturels, inhérents, universels et fondamentaux des peuples autochtones de la part des entreprises publiques et privées.

Notes et références

1. Le Bureau central de statistique du Népal fait une projection démographique tous les jours. La population projetée au 15 janvier 2020 était de 30 212 287 habitants. Bureau central de statistique, Gouvernement népalais. « La population d'aujourd'hui. » <https://cbs.gov.np/>
2. La cosmologie hindoue divise la population en groupes de castes héréditaires qui sont classés en fonction de la pureté rituelle et de l'impureté. Les castes dalits forment le niveau le plus bas du système de castes et sont très marginalisées à ce jour. (NDD. note)
3. 61 peuples autochtones ont été officiellement reconnus au Népal par l'ordonnance *Rastriya Janajati Bikas Samiti (Gathan Adesh) 2054*. Les peuples autochtones sont officiellement et légalement reconnus par le gouvernement depuis 2002 (2059 B.S.) par le biais de la Loi sur la Fondation nationale pour le développement des *nationalités autochtones* (connue sous le nom de Loi NFDIN), qui énumère 59 communautés autochtones distinctes dans le pays.
4. Voix autochtone. « Les maisons des Autochtones Chepang ont brûlé à Chitwan. » 20 juillet 2020. <https://www.indigenousvoice.com/en/indigenous-che pang-peuples-maisons-brûlées-en-chitwan.html>
5. Amnesty International. « Népal : Les autorités doivent mettre fin aux expulsions impitoyables de peuples autochtones. » 21 juillet 2020. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/07/nepal-authorities-must-stop-ruthless- evictions-of-indigenous-peoples/>
6. Kumar Paudel, Ramesh. « Le personnel de l'armée népalaise est responsable de la mort de jeunes Chepang. » The Katmandou Post, 24 juillet 2020. <https://kathmandupost.com/province-no-3/2020/07/24/parent-of-che pang-youth-who-died-after-being-thrashed-by-nepal-army-personnel- seek-impartial-investigation-into-the-incident>
7. Ibid.
8. Revue populaire. « Des soldats de l'AN ont battu à mort un jeune, une enquête a été ouverte. » 24 Juillet 2020. <https://www.peoplesreview.com.np/2020/07/24/na-soldiers-beat-a-youth-to-death-investigation-initiated/>
9. Voir Bhattachan, Krishna B. « Népal ». Dans *The Indigenous World 2019*, édité par David Nathaniel Berger, 366-373. IWGIA, 2019. https://www.iwgia.org/images/documents/monde-autochtone/IndigenousWorld2019_UK.pdf
10. WWF. « Embedding Human Rights in Nature Conservation - from Intent to Action ». 17 novembre 2020. https://wwf.panda.org/wwf_news/wwf_independent_review/?
11. Fédération nationale des femmes autochtones (NIWF). « Rapport de mission d'enquête - Violation des droits de l'homme des peuples autochtones dans le parc national de Chitwan au Népal. Février 2020. <http://niwf.org.np/publication/fact-finding-mission-rapport-chitwan-parc-national/>
12. Abdullah Mian. Kantipur National Daily. <https://ekantipur.com/news/2020/12/01/160678504498768797.html>
13. Texte en langue khas népalaise : Land Issue Resolving commission (LIRC), 16 avril 2020. http://lirc.gov.np/assets/uploads/download/download/2020-05-18/aayogko_tor_rajpatra_ma_prakasit.pdf texte
14. « LIRC, À propos. » 2021. <http://lirc.gov.np/about>
15. Ibid.
16. Voir une vidéo de l'affrontement à Srijana ; Creation 2020. « Affrontement des forces de police à Khokana avec les agriculteurs.... » Téléchargé le 4 juillet 2020. Vidéo YouTube, 4:47 Minutes. <https://www.youtube.com/watch?v=2aqu4NqjYbo>
17. Dhungana, Shuvam. « Les habitants de Khokana et la police s'affrontent au sujet de la transplantation de paddy. » The Katmandou Post, 4 juillet 2020. <https://kathmandupost.com/visual-stories/2020/07/04/four-policemen-injured-in-clash-with-locals-in-khokana>
18. Nouvelles en ligne. » 2020. <https://www.onlinekhabar.com/2020/08/887339>
19. Shrestha, Sangita. « Extension de la route de Balaju: Les habitants déplacés en relais rapidement. » My República, 12 août 2020. <https://myrepublica.nagariknetwork.com/mycity/news/balaju-bypass-road-expansion-displaced-locals-in-relay-fast>
20. Community Empowerment & Social Justice Network (CemSoj). « La campagne pour la restauration archéologique de Kamal Pokhari à Thamel exhorte l'OIT et l'ONU à protéger les droits violés par la construction du Centre Chhaya. » 3 mai 2020. <https://cemsoj.wordpress.com/2020/05/03/campaign-to-restore-archaeological-kamal-pokhari-in-thamel-urges-ilo-and-un-to-protect-rights-infringed-due-to-construction-of-chhaya-center/>
21. Naya Online. 1 July 2020. <https://nayaonline.com/2020/07/01/41138/>; Lawyers' Association for Human Rights of Nepalese Indigenous Peoples (LAHURNIP). « Mukkumlung (en langue khas népalaise - 'Pathibhara') - les terres sacrées des peuples autochtones Yakhung ('Limbu'). » 2020. <https://www.lahurnip.org/mukkumlung-in-khas-nepali-language-pathibhara-the-sacred-lands-of-yakhung-limbu-indigenous-peoples>

22. Khabar, Halesi. Halesikhabar, 23 December 2020. https://www.halesikhabar.com/25389/?_FB_PRIVATE_TRACKING
23. National Indigenous Women's Federation (NIWF) et la Commission européenne. « Position Paper on Indigenous Women's Land Rights ». Septembre 2020. <http://niwf.org.np/wp-content/uploads/2020/09/2-eng-Part.pdf>
24. Gouvernement du Nepal, Ministère des Forêts et de l' Environnement. http://www.mofe.gov.np/downloadfile/Env_Regulation_rajpatra_1592360474.pdf
25. Gouvernement du Népal, Ministère des Forêts et de l'Environnement. "व विरण तव ह क सूची (Roster) क ल धग दरख आ न सी सूचन ." 9 December 2020. <http://www.mofe.gov.np/noticedetail/374/2020/43922161>
26. PTI. « Le Népal confirme le premier cas mortel de coronavirus. » The Economic Times, 24 janvier 2020. <https://economictimes.indiatimes.com/news/international/world-news/nepal-confirms-first-case-of-deadly-coronavirus/articleshow/73590302.cms>
27. Republica. « Le gouvernement décide de lever le confinement national à partir de mardi minuit. » My República, 22 juillet 2020. <https://myrepublica.nagariknetwork.com/news/nepal-all-set-to-end-nationwide-lockdown-from-tuesday-midnight/>
28. THT en ligne. « Homme retrouvé mort à Kirtipur. » The Himalayan Times, 21 mai 2016. <https://thehimalayantimes.com/kathmandu/man-found-dead-kirtipur-2/>
29. Kumar Jha, Abdes et Binu Subedi. « Le confinement tue les pauvres et les marginalisés ». The Katmandou Post, 4 juin 2020. <https://kathmandupost.com/province-no-2/2020/06/04/the-lockdown-is-killing-the-poor-and-the-marginalised>
30. Pradhan, Shirish B. « Les paris quotidiens du Népal rentrent chez eux en pleine période de confinement lié au coronavirus. » Outlook Inde, 17 avril 2020. <https://www.outlookindia.com/newscroll/nepals-daily-wagers-walk-home-amid-coronavirus-lockdown/1805924>
31. Binod Ghimire. « Dissolution de la Chambre : c'est maintenant à la Cour suprême de décider si c'est légal. » The Katmandou Post, 22 décembre 2020. <https://kathmandupost.com/national/2020/12/22/house-dissolution-whether-it-is-lawful-is-now-for-supreme-court-to-decide>

Krishna B. Bhattachan appartient au peuple autochtone Thakali. Il est l'un des membres fondateurs du corps professoral et ancien chef du Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Tribhuvan au Népal (Il a pris sa retraite récemment). Il est affilié à l'Association des avocats pour les droits de l'homme des peuples autochtones du Népal (LAHURNIP) en tant que conseiller et expert autochtone. Il a publié plusieurs livres et articles sur les questions autochtones.

Source : IWGIA The Indigenous Worlds 2021

Traduction par **Brigitte Steinmann**, membre du réseau des experts du GITPA pour l'Asie